

Gilles Kepel
Avec la collaboration de Leyla Arslan, Sarah Zouheir

Banlieue de la République

**Résumé du chapitre 5 :
La politique**

INSTITUT
MONTAIGNE



www.banlieue-de-la-republique.fr
www.institutmontaigne.org

Octobre 2011

Quel rapport les banlieues entretiennent-elles avec le politique ? L'étude du cas de Clichy et de Montfermeil, autrefois communistes et devenues respectivement socialiste et de droite permet de répondre de façon nuancée à cette question. Ces deux communes pèsent environ 30 000 habitants chacune et comptent un tiers de leur population inscrite sur les listes électorales, un taux deux fois moins élevé que celui constaté à l'échelle nationale, en dépit du flux massif d'inscriptions sur les listes électorales consécutif aux événements de 2005. Ce décalage entre pays réel et pays légal s'explique en partie par la forte proportion d'étrangers et de mineurs dans ces zones urbaines sensibles.

Les aléas de la participation politique

Parmi les personnes majeures de nationalité française de l'échantillon, 80% ont déclaré qu'elles votaient ou avaient voté et à la question « *La politique est-elle importante pour vous ?* », 55% des enquêtés répondent positivement. Les jeunes nés en France, surtout lorsqu'ils sont diplômés et actifs, revendiquent une participation de plain-pied à la vie politique. Au lendemain des événements de 2005, Clichy-Montfermeil fut à l'avant-garde d'une forte progression des inscriptions de jeunes Français issus de l'immigration sur les listes électorales, grâce à des associations civiques et marquées à gauche comme ACELEFEU !, mouvement de mobilisation dont l'acronyme (assez le feu !) pour « Action Collectif Liberté Egalité Fraternité Ensemble », disait bien la volonté de traduire des émeutes, rebaptisées « révoltes sociales » en action politique. Le collectif appela à voter pour Ségolène Royal au second tour de l'élection présidentielle de 2007. Si celle-ci y recueillit plus de 60% des voix à Clichy, tandis que le taux de participation y culminait à 82%, son échec national se traduisit dès les législatives suivantes par une forte démobilisation et aux élections régionales de 2010, Clichy-sous-Bois figure parmi les communes les plus abstentionnistes de France avec 31,3 % de votants au second tour. Toutefois, les espoirs suscités par la forte mobilisation de la jeunesse restent vifs et l'enquête a permis de montrer que les banlieues sont loin d'être des déserts politiques.

Sans surprise, l'intérêt pour la politique est étroitement corrélé aux variables sociologiques traditionnelles, au premier rang desquelles on trouve le niveau d'éducation. Parmi ceux qui manifestent le moins d'intérêt et ne votent pas, la faiblesse du niveau culturel, la non détention de la nationalité française et l'origine sahélienne reviennent fréquemment. Bintou, animatrice de 23 ans d'origine malienne, déclare : « *ne rien comprendre à la politique* ». Pour Isabelle, gardienne d'immeuble quadragénaire, la politique fait partie « *des choses qui la dépassent* », alors que Vinz, 25 ans, Antillais issu d'une famille monoparentale, sans emploi et ayant arrêté ses études au lycée affirme : « *Moi, je n'ai pas de pouvoir, mon vote il sert à rien !* ».

L'enquête a révélé une forte dépréciation des responsables politiques au niveau national. Si les entretiens confirment un « déficit d'image » marqué des figures de l'actuelle majorité, notamment le Président de la République, dans les banlieues, les hommes et femmes politiques de gauche ne sont pas épargnés et dans l'ensemble, les habitants de Clichy-Montfermeil, toutes citoyennetés confondues, paraissent en phase avec l'ensemble de la population française. Peu de voix s'élèvent pour marquer de la confiance au personnel politique national, d'autant plus décrié qu'il apparaît comme lointain. Pour Roland, septuagénaire et ouvrier retraité : « *Le pouvoir en place à l'heure actuelle, c'est celui de ceux qui sont riches et qui veulent le rester, donc ils n'ont pas trop d'intérêt à changer le système économique actuel.* » Salif, 20 ans, d'origine malienne et sans emploi, ayant quitté les études au lycée, justifie son retrait de toute activité politique, bien qu'il en perçoive l'importance, à cause du dégoût que lui inspirent les politiciens : « *La politique, c'est la politique, après je ne m'en mêle pas ! (...) Oui, c'est important. Dans un pays, il ne peut pas ne pas y avoir de politique. Mais pour moi, les politiciens, ce sont des voleurs, des menteurs, ce sont des tricheurs, voilà !* » Seul le maire, souvent l'unique figure politique visible et accessible, fait l'objet d'appréciations, positives ou négatives, d'un autre ordre, car fondées sur un bilan concret et tangible.

Prégnance de la religion et défi de l'emploi

L'intérêt pour le politique revêt à Clichy et Montfermeil des formes particulières. L'enquête révèle une imbrication forte du politique et du religieux. L'importance des populations de confession musulmane et le potentiel électoral qu'elles représentent, et dont aucun responsable politique ne peut prendre le risque de laisser bénéficier uniquement l'adversaire, a fait de la construction des mosquées une thématique que les programmes de campagne ne peuvent plus oublier et de la tournée des salles de prières un passage obligé des candidats aux élections.

Dans les thèmes considérés comme prioritaires par les enquêtés, la question de l'emploi, préoccupation majeure des Français à l'échelle nationale, revêt une tout autre ampleur sur un territoire où le taux de chômage représente le double de la moyenne nationale. Cette question est identifiée largement en tête des problèmes politiques, loin devant les questions d'intégration ou de sécurité. Ainsi, Rabia, trentenaire d'origine turque qui a étudié le droit, déclare que « *franchement, pour moi le vrai problème, ce n'est pas la sécurité en France, c'est l'emploi, l'emploi pour les jeunes notamment, les jeunes qui ne savent pas quoi faire de leur journée.* » Dans l'ensemble, on note une forte défiance envers la manière dont la question de la sécurité est abordée par les responsables politiques, la majorité des personnes interrogées jugeant que ce thème est largement instrumentalisé à des fins électoralistes. C'est ainsi que la proposition qui avait été faite en juin 2010 de déchoir de leur nationalité les criminels naturalisés ayant abattu un policier est majoritairement rejetée par les enquêtés. Ces derniers y voient une volonté de créer une hiérarchie entre Français, renforçant le sentiment de stigmatisation des populations d'origine étrangère.

Etre français

Au cœur du problème de l'accès au politique se trouve la question de la nationalité française, avec l'ensemble de ses connotations culturelles, économiques et politiques. Si pendant longtemps, l'acquisition de la nationalité française a représenté, pour les primo-arrivants, un cheminement malaisé, apparaissant souvent comme une absurdité ou une aberration voire comme un reniement ou, pire encore, une apostasie, les immigrés de première génération l'acquièrent de plus en plus et votent.

Les réponses à la question « *Pour vous, être français, ça veut dire quoi ?* » révèlent qu'il n'est pas possible de dissocier la question de la participation politique de celle de la définition de l'identité. Si 70 % de l'échantillon interrogé est composé de personnes de nationalité française dont au moins un des deux parents est né à l'étranger, les postures adoptées vont de l'adhésion aux valeurs et aux idéaux républicains (à l'instar de Pierre, ingénieur trentenaire d'origine turque, pour qui être français « *c'est un certain nombre de valeurs, la tolérance, l'égalité, la laïcité, la fraternité* ») jusqu'à la volonté de quitter la France, avec souvent l'expression d'une frustration de ne pas véritablement être reconnu comme français par ses compatriotes « de souche ». L'impossibilité de se sentir français dans le regard de l'autre majoritaire, exacerbée par la notion d'imprescriptibilité raciale – notamment chez certains jeunes d'origine sahélienne qui, en dépit de leur nationalité, ne se sentent pas français – tend à limiter la participation politique ou à accroître le sentiment d'amertume vis-à-vis du système politique comme le rapporte Hassan, trentenaire d'origine marocaine et vivant d'emplois précaires en dépit de ses diplômes universitaires : « *Honnêtement, lorsqu'on quitte, on va dire le quartier, les coins qu'on connaît, y a rien qui fait de nous des Français. Le regard des autres ne fait pas de nous des Français, les questions des autres ne font pas de nous des Français...* ».

L'enquête conduite auprès des habitants de Clichy et de Montfermeil révèle finalement que ces populations ne sont pas perdues pour le politique, mais que cette politisation exige des conditions et revêt des formes qui sont propres à ce territoire. La question qui se pose alors est celle des possibilités d'actualisation de cette politisation sous des formes institutionnelles et conventionnelles, actualisation d'autant plus problématique que la première génération d'élus locaux issus de l'immigration peine à se faire reconnaître par les appareils des grands partis et à parvenir à des positions de forte responsabilité issues du suffrage universel. Ces élus, parfois instrumentalisés pour obtenir du « vote ethnique » risquent de finir par se spécialiser, devenant les porteurs d'un vote communautariste qui, pour l'heure,

n'est pas apparu prégnant à travers l'enquête. Il semblerait dès lors pertinent que les grands partis favorisent l'accès à des positions éligibles de premier plan pour ces jeunes issus des vagues d'immigration récentes.

Pour nous contacter :

Leyla Arslan, chargée d'études : larslan@institutmontaigne.org

Sarah Zouheir, chargée d'études : szouheir@institutmontaigne.org